

Tunis, Tunisie, 20 juillet (Infosplusgabon) - La grande société nationale des phosphates de Tunisie est menacée de faillite à cause du blocage répété de la production, a regretté, lundi, dans une déclaration faite à la presse, le conseiller du ministre tunisien de l'Énergie et des Mines, Hamed Matri.

Ce blocage a entraîné des dégâts directs sur le fonctionnement de la société des phosphates et du complexe chimique, ainsi que sur les principaux emplois, a-t-il déploré, indiquant qu'il existe "un déséquilibre très dangereux dans les comptes financiers de la société ce qui menace son existence et les emplois".

Pour lui, le gouvernement n'a d'autres options que produire les phosphates afin de permettre au complexe chimique de poursuivre ses activités et de répondre aux besoins de la Tunisie en ciment et de respecter ses engagements à l'égard de ses partenaires internationaux sinon elle sera exposée à des sanctions internationales, les rapports qui la lient à ses clients étrangers étant régi par le droit international.

Le secteur des phosphates a enregistré durant le premier semestre de 2020 une baisse de sa production, signale-t-on. Sa production commerciale atteint 1,9 million de tonnes, soit une moyenne mensuelle de 103.000 tonnes et un recul de 27,5% de la production ciblée pendant cette période, selon les chiffres fournis par le ministère tunisien de l'Énergie et des Mines.

Les exportations de phosphates en Tunisie constituent l'un des piliers de l'économie, mais ses niveaux de production ont baissé depuis l'insurrection populaire de 2011. En 2010, la production était d'environ 8,2 millions de tonnes avant de baisser pour atteindre en 2018 près de 3 millions de tonnes et 2,7 millions durant les neuf premiers mois de 2019, signale-t-on.

Le ministre tunisien de l'Énergie et des Mines, Slim Feryani avait indiqué récemment que la société des phosphates de Tunisie perd, depuis 2011, environ un milliard de dollars par an à cause des protestations et des grèves, qualifiant ce chiffre de "terrible qui aurait pu permettre de nous passer des prêts du Fonds monétaire international".

Afin d'éviter les troubles et pour assurer la paix sociale dans le bassin minier, le gouvernement tunisien a, après la révolution de 2011, adopté une politique de recrutement anarchique dans la société des phosphates entraînant une augmentation vertigineuse du nombre des travailleurs passant de 9.000 en 2010 à environ 30.000 actuellement ce qui a créé une inflation des salaires et les difficultés de la structure, a rappelé M. Feryani. Les charges salariales de la société sont estimées à 180 millions de dollars par an dont 70 millions affectés aux travailleurs de l'environnement, qui en réalité, n'accomplissent aucun travail, selon les chiffres officiels.

© Copyright Infosplusgabon